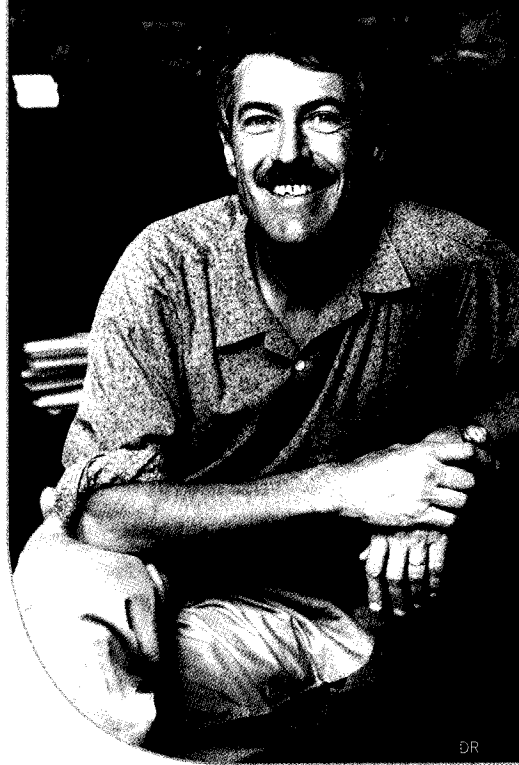


« Dans 20 ans, l'Europe nous imposera la fin du nucléaire »



Dans son dernier livre, Alain Lipietz, propose un Green deal à des États sommés de sortir des schémas d'une économie libérale-productiviste. L'économiste, ancien député européen des Verts, invite le gouvernement à anticiper le mouvement de fond qui traverse nos sociétés. Il considère que les collectivités territoriales, en menant des actions volontaristes en matière de développement durable, ouvrent le chemin de ce futur inéluctable.

Pourquoi les gouvernements successifs ont-ils tant de mal à sortir du dogme de l'économie productiviste?

Les collectivités territoriales sont-elles plus innovantes en matière de transition énergétique?

En général, la classe politique est toujours liée à un modèle économique et social ancien. Ce dernier la finance, à travers des moyens légaux ou illégaux. Quand vous êtes le maire d'une commune où est installée une industrie polluante, vous ne pouvez pas défendre l'idée qu'il serait bon de la fermer pour des raisons d'intérêt général. C'est un vrai problème parce que, comme le disait Pierre Mendès-France, « gouverner, c'est prévoir ». Mais la conservation des modes anciens ne relève pas forcément de la résistance des dominants, elle est aussi le fait des dominés. Les citoyens ne veulent pas voir fermer l'usine polluante dans laquelle ils travaillent. C'est tout le problème des restructurations économiques et industrielles. Deux cas de figure se présentent : vous êtes très riches, comme dans le Gutenberg, en Autriche, dans un cadre idyllique, sans usines polluantes, et vous développez une industrie de pointe ; vous êtes au cœur d'une révolution postindustrielle, comme dans le Nord - Pas-de-Calais, où les Verts ont décroché leurs premiers mandats régionaux, et vous êtes dans l'obligation de passer à un autre mode de développement. L'avenir est forcément au verdissement de notre économie, tout le monde le sait.

Pensez-vous que le gouvernement va dans cette direction? Arnaud Montebourg a-t-il raison de défendre l'industrie française?

Nous sommes au milieu du gué. Il y a encore un peu d'avenir pour les secteurs de l'automobile et du nucléaire, mais cela ne durera pas éternellement. Le gouvernement et son ministre du Redressement productif sont coincés dans le bas de la courbe du U. Je pense que dans les vingt ans qui viennent, avec nos voisins européens qui tournent le dos au nucléaire, l'Europe nous imposera de fermer nos centrales. En quelque sorte, notre industrie clame : « Attendez un peu, Monsieur le bourreau! ».

Percevez-vous tout de même des signes de transition écologique?

Dans le gouvernement actuel, pas grand-chose, si ce n'est dans le secteur du bâtiment où les acquis de la transition vers des logements moins énergivores et moins émetteurs de CO² se poursuivent. Le bâtiment est le bon exemple à suivre. Depuis 1975, les normes techniques n'ont cessé d'évoluer dans la

“ L'avenir est forcément au verdissement de notre économie, tout le monde le sait ”

Alain Lipietz

ingénieur en chef des ponts et chaussées est diplômé de l'École polytechnique et diplômé d'études supérieures d'économie à l'Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne. Il a été conseiller régional d'Ile-de-France et député européen, sous l'étiquette Les Verts, de 1999 à 2009.

bonne direction. Partout dans le monde, la transition verte est en marche, mais pas en France. C'est dommage parce que nous avons la chance de disposer d'ouvriers plus productifs qu'en Allemagne et qu'il serait très utile de former aux nouvelles technologies.

Certaines voix s'élèvent pour lier crise du logement et coût élevé des productions, notamment à cause des exigences écologiques...

Quand j'étais ingénieur des Ponts, on disait déjà qu'il ne fallait pas construire pauvre. Si les maisons sont plus chères, on se chauffe désormais pour beaucoup moins cher. Le lobby pour construire beaucoup et bien est en place, c'est une bonne chose, nous devons former de plus en plus de salariés pour relever ce défi. En fait, toutes les transitions sociétales se font à partir du moment où un bloc social se met en place et agit efficacement. La même chose pourrait se produire avec la nourriture bio : les parents y sont très sensibles pour leurs enfants dans les cantines et les maires suivent le mouvement parce qu'il est porteur électoralement. La seule difficulté réside dans le fait que le lobby des industries agroalimentaires est beaucoup plus puissant que celui du nucléaire et peut donc inférer négativement.

Vous êtes très critique sur l'attitude de Cécile Duflot au sein du gouvernement, estimant qu'elle ne pèsera pas suffisamment pour « verdier » notre économie ?

Je suis très critique sur des compromis que j'ai fini par voter. EELV n'a pas fait un bon score à l'élection présidentielle mais les 2,3 % de Joly ont peut-être permis à François Hollande de l'emporter. On s'achemine tranquillement vers une crise de crédibilité de ce gouvernement. La fixation de l'objectif budgétaire de 3 % est une hérésie en période de crise. Mais puisque nous y sommes obligés par la pression des marchés financiers, nous devons rationaliser nos investissements, pour que chaque euro soit dédié à plus d'emploi et moins de CO². Le cas de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes est symptomatique d'une certaine cécité puisque tout le monde sait qu'avec l'augmentation du prix du kérosène, on prendra de moins en moins l'avion,

que les chefs d'entreprise privilégieront les vidéoconférences. Dans le même temps, les TER parisiens ont toujours autant de mal à s'organiser efficacement. Il faut savoir faire des choix audacieux.

Vous avez été député européen. Quelles sont les limites de l'action politique ?

Moi, je continue à distribuer des tracts. Quand on est un être humain conscient, on perçoit vite les limites d'un modèle et l'on tente d'y apporter des réponses. Militer, s'engager au service de la collectivité, ça donne un sens à sa vie. S'occuper des autres n'est jamais un sacrifice. Quand vous êtes un bon élu, vous savez que vous n'avez pas perdu de temps.

Le green deal que vous appelez de vos vœux peut-il venir des collectivités territoriales ?

Il est vrai que le développement durable est devenu quelque chose de très sexy pour les maires. C'est déjà une victoire importante. Le temps où les élus locaux pensaient qu'il était important de laisser une trace, un grand bâtiment, un grand boulevard urbain, est révolu. Beaucoup d'élus s'engagent avec conviction, donnent beaucoup de leur temps. Au fond d'eux-mêmes, ce qu'ils veulent, c'est apporter du bien-être aux gens.

Le rapport Séralini sur la toxicité des OGM a récemment fait polémique. Depuis, il a été contesté par des autorités sanitaires. Il est difficile pour les citoyens de se faire une opinion claire...

Le débat sur les OGM dure depuis longtemps mais ne se réduit pas à l'éventuel empoisonnement de ceux qui en consomment. Ce sont d'abord les paysans et les écologistes qui en ont pointé les dangers, les premiers refusant l'idée d'être sous la coupe de l'industrie agroalimentaire, les deuxièmes défendant le principe de la sauvegarde d'un écosystème. La possibilité de développer un cancer est un nouvel élément à prendre en compte même si, en tant que scientifique, je comprends les critiques émises par les autorités sanitaires sur la méthode utilisée par le professeur Séralini, qui n'est pas scientifiquement valable. Mais cette étude démontre que si le principe de précaution s'applique, il serait urgent de mener une étude sérieuse, étendue dans le temps, indépendante des pouvoirs politiques et des lobbies, pour établir la véritable dangerosité des OGM pour les êtres humains qui le consommeraient. Le professeur Séralini a mis en lumière le vide en matière de recherche sur le sujet. ■

Du New deal au Green deal

On connaît l'ancien député européen, l'éphémère candidat des Verts à la présidentielle de 2002. Mais Alain Lipietz est avant tout un économiste réputé et écouté pour la fiabilité de ses démonstrations sur la nécessité d'une transition du modèle économique en vigueur dans nos démocraties. Dans son dernier opus, *Green deal, la crise du libéral-productivisme et la réponse écologiste* (La Découverte), il compare notre période actuelle au New deal de Roosevelt en 1932 qu'il faudrait colorer de vert : « *Un retournement dans notre rapport au travail, aux ressources naturelles, un retournement dans le rapport du public et du privé, de l'État aux individus, aux associations* », écrit-il. À l'heure où le monde se cherche un destin, Lipietz propose un chemin crédible.